

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1593

9 NOVEMBRE 1990. — Arrêté ministériel portant exécution des articles 1er, 3, 6 et 8 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Vu l'article 74 du Code de Logement, modifié par le Décret du Conseil régional wallon du 1er décembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres, notamment les articles 1er, 3, 6 et 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public.

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 1990 portant exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique de fixer sans délai les dernières conditions et modalités relatives à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres, et ce afin de réaliser les programmes d'investissement régionaux,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1er. En vue d'arrêter par le Ministre le périmètre visé à l'article 1er, 4^o, 5^o tiret de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres, la commune intéressée transmet à l'administration, sous pli recommandé à la poste, un dossier complet comprenant :

1^o un extrait de la délibération du conseil communal proposant au Ministre d'arrêter le périmètre précité;

2^o un rapport circonstancié relatif aux besoins en logements constatés dans la commune;

En outre, le rapport doit justifier de l'intérêt de l'assainissement du périmètre : par transformation ou amélioration d'un ensemble d'habitations insalubres améliorables ou par démolition d'un ensemble d'habitations insalubres non améliorables en vue de reconstruire des logements sur la parcelle ainsi libérée;

3^o l'engagement du bourgmestre de déclarer, s'il y échet, l'inhabitabilité des immeubles qui feront l'objet d'une demande de subvention;

4^o un plan de situation du périmètre.

5^o tous autres renseignements d'ordre général et techniques nécessaires.

§ 2. Dans le mois suivant la date de l'envoi recommandé contenant l'ensemble des documents requis ou, le cas échéant, de l'envoi recommandé contenant le ou les derniers documents rendant le dossier complet, l'administration adresse à la commune un accusé de réception de son dossier.

§ 3. La décision du Ministre relative à la reconnaissance du périmètre est notifiée à la commune par l'administration, endéans le mois de la décision.

Art. 2. Transformation et amélioration.

§ 1er. Comme préalable à sa demande de subvention, la société intéressée introduit auprès de l'administration, sous pli recommandé à la poste, une demande de reconnaissance d'insalubrité des habitations visées à l'article 3, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 précité.

Dans le mois suivant la date de l'envoi recommandé, l'administration adresse à la société un accusé de réception de sa demande de reconnaissance d'insalubrité.

§ 2. La décision du Ministre relative à la reconnaissance d'insalubrité est notifiée à la société par l'administration, endéans le mois de la décision.

§ 3. Dans un délai maximum d'un an suivant la date de la notification de la décision du Ministre relative à la reconnaissance d'insalubrité, la société transmet à l'administration, sous pli recommandé à la poste, les documents visés à l'article 3, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon précité ainsi que le procès-verbal de la réunion plénière visée à l'article 7 du présent arrêté.

L'administration adresse à la société un accusé de réception de sa demande de subvention dans le mois suivant la date de l'envoi recommandé contenant l'ensemble des documents requis ou, le cas échéant, de l'envoi recommandé contenant le ou les derniers documents rendant la demande recevable.

Art. 3. § 1er. Les conditions et modalités visées à l'article 3, § 3, 3^{me} alinéa de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 précité sont les suivantes :

1. La société doit informer l'administration de l'affectation d'une partie de certaines habitations à une destination autre que le logement au moment de l'introduction de la demande visée à l'article 3, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon précité; en outre, elle doit justifier de l'intérêt de cette affectation.

2^o La superficie affectée au logement ne peut être inférieure à 50 % de la superficie totale de l'ensemble d'habitations faisant l'objet de la demande. Les notions de superficie affectée au logement et de superficie totale sont définies par l'arrêté ministériel du 15 mars 1990, portant exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la construction d'un logement et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public.

§ 2. La décision du Ministre relative à l'affectation éventuelle d'une partie des habitations à une destination autre que le logement est notifiée à la société par l'administration, endéans le mois de la décision.

Art. 4. Les travaux visés à l'article 4, § 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 précité doivent être exécutés dans un délai de trois ans à dater de la promesse ferme de l'intervention de la Région mentionnée au § 2 du même article.

Toutefois, le Ministre peut proroger ce délai après avis de la Société régionale wallonne du Logement si une demande de prolongation motivée est adressée à l'administration par lettre recommandée à la poste avant l'expiration du délai de trois ans.

Art. 5. § 1er. Démolition.

Comme préalable à sa demande de subvention, la société intéressée introduit auprès de l'administration, sous pli recommandé à la poste, une demande de reconnaissance d'insalubrité des habitations visées à l'article 6, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 précité.

Dans le mois suivant la date de l'envoi recommandé, l'administration adresse à la société un accusé de réception de sa demande de reconnaissance d'insalubrité.

§ 2. La décision du Ministre relative à la reconnaissance d'insalubrité est notifiée à la société par l'administration, endéans le mois de la décision.

§ 3. Dans un délai maximum d'un an suivant la date de la notification de la décision du Ministre relative à la reconnaissance d'insalubrité, la société transmet à l'administration, sous pli recommandé à la poste, les documents visés à l'article 6, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon précité ainsi que le procès-verbal de la réunion plénière visée à l'article 7 du présent arrêté.

L'administration adresse à la société un accusé de réception de sa demande de subvention dans le mois suivant la date de l'envoi recommandé contenant l'ensemble des documents requis ou, le cas échéant, de l'envoi recommandé contenant le ou les derniers documents rendant la demande recevable.

Art. 6. Les travaux visés à l'article 7, § 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 précité doivent être exécutés dans un délai d'un an à dater de la promesse ferme de l'intervention de la Région mentionnée au § 2 du même article.

Art. 7. § 1er. Organisation de la réunion plénière.

En vue d'obtenir l'accord de principe visé à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 octobre 1989 précité, la société intéressée constitue un dossier comprenant tous renseignements utiles et sollicite ensuite l'organisation d'une réunion plénière auprès du directeur général de la Société régionale wallonne du Logement.

Dès que le dossier est complet, ce dernier fixe la date de la réunion et convoque les parties.

Assisteront à cette réunion :

- le directeur général de la Société régionale wallonne du Logement ou son délégué, qui préside la réunion;
- un représentant de la société éventuellement accompagné de l'auteur de projet;
- un représentant de la commune sur le territoire de laquelle sont situés les immeubles;
- un représentant de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme;
- un représentant de la Division du Logement;
- Lorsque sa présence sera jugée nécessaire, tout autre représentant d'un pouvoir public ou d'un service public.

Au moins vingt jours avant la date retenue, la société fait parvenir à chacune des parties concernées un exemplaire du dossier complet.

§ 2. Déroulement et conclusions de la réunion plénière.

Au cours de la réunion plénière, une visite sur place a lieu et le dossier présenté par la société, est examiné. Chaque participant émet un avis sur l'opération envisagée.

En outre, chacun fait part, s'il y a lieu, de ses remarques, suggestions et propositions.

Les parties non représentées ont la faculté de faire connaître leurs remarques par écrit préalablement à la réunion. Elles ne peuvent cependant s'en prévaloir pour contester la décision prise en conclusion de celle-ci.

Dans les quinze jours qui suivent la réunion, le directeur général de la Société régionale wallonne du Logement notifie aux parties concernées le procès-verbal qui reprend toutes les remarques, suggestions et propositions formulées. Ce procès-verbal est réputé approuvé à défaut de remarque dans les quinze jours de sa notification.

Dans un délai de 30 jours à dater de la notification du procès-verbal :

a) Si toutes les parties présentes étaient d'accord à l'issue de la réunion sur l'opération envisagée, le directeur général de la Société régionale wallonne du Logement notifie cette décision à la société.

b) Si l'accord entre parties présentes n'avait pu être obtenu, le directeur général de la Société régionale wallonne du Logement transmet au Ministre le dossier complet, accompagné du procès-verbal de la réunion en ce comprises les remarques éventuelles sur ce dernier.

La décision ministérielle est notifiée au directeur général de la Société régionale wallonne du Logement qui en informe toutes les parties.

Bruxelles, le 9 novembre 1990.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1593

9. NOVEMBER 1990. — Ministerieller Erlaß zur Ausführung der Artikel 1, 3, 6 und 8 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 über die Gewährung von Zuschüssen im Hinblick auf den Umbau, die Verbesserung und den Abbruch gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe

Aufgrund von Artikel 74 des Wohngesetzbuches, abgeändert durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 1. Dezember 1988;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 über die Gewährung von Zuschüssen im Hinblick auf den Umbau, die Verbesserung und den Abbruch gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe, insbesondere der Artikel 1, 3, 6 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 15. März 1990 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die letzten Bedingungen und Modalitäten in bezug auf die Gewährung von Zuschüssen im Hinblick auf den Umbau, die Verbesserung und den Abbruch gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe unverzüglich festgelegt werden sollten, damit die regionalen Investitionsprogramme durchgeführt werden können,

Beschließt der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region :

Artikel 1. § 1. Um die im 5. Absatz von Nr. 4 des Artikels 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 über die Gewährung von Zuschüssen im Hinblick auf den Umbau, die Verbesserung und den Abbruch gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe erwähnte Abgrenzung vom Minister festlegen zu lassen, läßt die betreffende Gemeinde der Verwaltung eine vollständige Akte mit folgenden Unterlagen per Einschreiben zukommen :

1° einen Auszug aus dem Beschluß des Gemeinderates, in dem dieser dem Minister vorschlägt, vorerwähnte Abgrenzung festzulegen;

2° einen ausführlichen Bericht über den in der Gemeinde festgestellten Wohnungsbedarf.

Ferner muß der Bericht den Nutzen einer Sanierung des abzugrenzenden Raums durch den Umbau oder die Verbesserung eines verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnkomplexes bzw. durch den Abbruch eines nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnkomplexes im Hinblick auf den Wiederaufbau der Wohnungen auf der auf diese Weise frei gewordenen Parzelle nachweisen;

3° die Verpflichtung des Bürgermeisters, Wohnungen für die ein Zuschuß beantragt wird, gegebenenfalls für unbewohnbar zu erklären;

4° einen Lageplan des abzugrenzenden Raums;

5° sämtliche anderen erforderlichen Auskünfte allgemeiner und technischer Art.

§ 2. Innerhalb des Monats nach dem Tag der Aufgabe des Einschreibens mit sämtlichen erforderlichen Unterlagen oder gegebenenfalls des Einschreibens mit der bzw. den letzten Unterlagen, die die Akte ergänzen, schickt die Verwaltung der Gemeinde eine Empfangsbestätigung über ihre Akte.

§ 3. Der Beschluß des Ministers über die Anerkennung der Abgrenzung wird der Gemeinde innerhalb eines Monats nach der Beschlußfassung von der Verwaltung zugestellt.

Art. 2. Umbau und verbesserung.

§ 1. Vor der Beantragung des Zuschusses muß die betreffende Gesellschaft per Einschreiben die Anerkennung der Gesundheitsschädlichkeit der in Artikel 3, § 1 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 erwähnten Wohnungen bei der Verwaltung beantragen.

Innerhalb des Monats nach dem Tag der Aufgabe des Einschreibens schickt die Verwaltung der Gemeinde eine Empfangsbestätigung über ihren Antrag auf Anerkennung der Gesundheitsschädlichkeit.

§ 2. Der Beschluß des Ministers über die Anerkennung der Gesundheitsschädlichkeit wird der Gesellschaft innerhalb eines Monats nach der Beschlußfassung von der Verwaltung zugestellt.

§ 3. Spätestens innerhalb eines Jahres nach dem Tag der Zustellung des Beschlusses des Ministers über die Anerkennung der Gesundheitsschädlichkeit läßt die Gesellschaft der Verwaltung die in Artikel 3, § 2 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive erwähnten Unterlagen sowie das Protokoll der in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Plenarsitzung per Einschreiben zukommen.

Innerhalb des Monats nach dem Tag der Aufgabe des Einschreibens mit sämtlichen erforderlichen Unterlagen oder gegebenenfalls des Einschreibens mit der bzw. den letzten Unterlagen, durch die der Antrag zulässig wird, schickt die Verwaltung der Gemeinde eine Empfangsbestätigung über ihren Bezuschussungsantrag.

Art. 3. § 1. Die in Artikel 3, § 3 Abs. 3 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 erwähnten Bedingungen und Modalitäten lauten wie folgt :

1. Die Gesellschaft muß der Verwaltung zum Zeitpunkt der Einreichung des in Artikel 3, § 2 des vorerwähnten Erlasses erwähnten Antrags mitteilen, ob ein Teil gewisser Wohnungen für andere Zwecke als für Wohnzwecke bestimmt ist; ferner muß sie den Nutzen dieser anderen Zweckbestimmung rechtfertigen.

2. Die für Wohnzwecke bestimmte Fläche darf nicht weniger als 50 % der Gesamtfläche des im Antrag erwähnten Wohnkomplexes betragen. Die Begriffe « für Wohnzwecke bestimmte Fläche » und « Gesamtfläche » werden durch den ministeriellen Erlaß vom 15. März 1990 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung definiert.

§ 2. Der Beschluß des Ministers über die eventuelle Bestimmung eines Teils der Wohnungen für einen anderen Zweck als für Wohnzwecke wird der Gesellschaft innerhalb eines Monats nach der Beschlußfassung von der Verwaltung zugestellt.

Art. 4. Die in Artikel 4, § 4 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 erwähnten Arbeiten müssen innerhalb einer Frist von drei Jahren nach der in § 2 desselben Artikels erwähnten festen Zusage zur Beteiligung der Region durchgeführt werden.

Wenn der Verwaltung jedoch vor Ablauf dieser dreijährigen Frist ein mit Gründen versehener Antrag auf Verlängerung der Frist per Einschreiben zugeschickt wird, kann der Minister sie verlängern, nachdem er das Gutachten der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien erhalten hat.

Art. 5. Abbruch.

§ 1. Vor der Beantragung des Zuschusses muß die betreffende Gesellschaft per Einschreiben die Anerkennung der Gesundheitsschädlichkeit der in Artikel 6, § 1 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 erwähnten Wohnungen bei der Verwaltung beantragen.

Innerhalb des Monats nach dem Tag der Aufgabe des Einschreibens schickt die Verwaltung der Gemeinde eine Empfangsbestätigung über ihren Antrag auf Anerkennung der Gesundheitsschädlichkeit.

§ 2. Der Beschluß des Ministers über die Anerkennung der Gesundheitsschädlichkeit wird der Gesellschaft innerhalb eines Monats nach der Beschlußfassung von der Verwaltung zugestellt.

§ 3. Spätestens innerhalb eines Jahres nach dem Tag der Zustellung des Beschlusses des Ministers über die Anerkennung der Gesundheitsschädlichkeit läßt die Gesellschaft der Verwaltung die in Artikel 6, § 2 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive erwähnten Unterlagen sowie das Protokoll der in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Plenarsitzung per Einschreiben zukommen.

Innerhalb des Monats nach dem Tag der Aufgabe des Einschreibens mit sämtlichen erforderlichen Unterlagen oder gegebenenfalls des Einschreibens mit der bzw. den letzten Unterlagen, durch die der Antrag zulässig wird, schickt die Verwaltung der Gemeinde eine Empfangsbestätigung über ihren Bezuschussungsantrag.

Art. 6. Die in Artikel 7, § 4 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 erwähnten Arbeiten müssen innerhalb einer Frist von einem Jahr nach der in § 2 desselben Artikels erwähnten festen Zusage zur Beteiligung der Region durchgeführt werden.

Art. 7. § 1. Organisation der Plenarsitzung.

Um die in Artikel 8 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Oktober 1989 erwähnte grundsätzliche Zustimmung zu erhalten, legt die betreffende Gesellschaft eine Akte mit sämtlichen nützlichen Auskünften an und bittet den Generaldirektor der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien dann um die Organisation einer Plenarsitzung.

Sobald die Akte vollständig ist, legt dieser den Tag der Sitzung fest und beruft die Parteien ein.

An dieser Sitzung nehmen folgende Personen teil :

- der Generaldirektor der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien oder sein Beauftragter, der der Sitzung präsidiert;
- ein Vertreter der Gesellschaft und eventuell der Urheber des Projekts;
- ein Vertreter der Gemeinde, auf deren Gebiet die Gebäude gelegen sind;
- ein Vertreter der Abteilung Raumordnung und Städtebau;
- ein Vertreter der Abteilung Wohnungswesen;
- jeglicher andere Vertreter einer Behörde oder eines öffentlichen Dienstes, wenn seine Gegenwart für notwendig erachtet wird.

Mindestens zwanzig Tage vor dem festgelegten Datum läßt die Gesellschaft jeder der betreffenden Parteien ein Exemplar der vollständigen Akte zukommen.

§ 2. Verlauf und Schlußfolgerungen der Plenarsitzung.

Während der Plenarsitzung findet eine Besichtigung vor Ort statt und wird die von der Gesellschaft vorgelegte Akte untersucht. Jeder Teilnehmer gibt ein Gutachten über das Vorhaben ab.

Ferner teilt jeder Teilnehmer gegebenenfalls seine Bemerkungen, Empfehlungen und Vorschläge mit.

Die Parteien, die nicht vertreten werden, können ihre Bemerkungen vor der Plenarsitzung schriftlich bekanntgeben. Sie können sich jedoch nicht darauf berufen, um den zum Abschluß der Sitzung getroffenen Beschluß anzufechten.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach der Sitzung stellt der Generaldirektor der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien den betreffenden Parteien das Protokoll zu, in dem alle geäußerten Bemerkungen, Empfehlungen und Vorschläge angeführt sind. Dieses Protokoll gilt als genehmigt, wenn binnen fünfzehn Tagen nach seiner Zustellung keine Bemerkung geäußert worden ist.

Innerhalb 30 Tagen ab der Zustellung des Protokolls und :

a) wenn alle anwesenden Parteien am Ende der Sitzung dem Vorhaben zugestimmt haben, stellt der Generaldirektor der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien der Gesellschaft diesen Beschluß zu;

b) wenn nicht alle anwesenden Parteien dem Vorhaben zugestimmt haben, übermittelt der Generaldirektor der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien dem Minister die gesamte Akte und das Protokoll der Sitzung, einschließlich der eventuellen diesbezüglichen Bemerkungen.

Der ministerielle Beschluß wird dem Generaldirektor der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien zugestellt, der alle Parteien darüber informiert.

Brüssel, den 9. November 1990.

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 91 — 1593

9 NOVEMBER 1990. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van de artikelen 1, 3, 6 en 8 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 betreffende de toekenning van subsidies met het oog op de verbouwing, verbetering en sloping van complexen van ongezonde woningen

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Gelet op artikel 74 van de Huisvestingscode, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 december 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 betreffende de toekenning van subsidies voor de verbouwing, verbetering en sloping van complexen van ongezonde woningen, inzonderheid op de artikelen 1, 3, 6 en 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 1990 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is onverwijld de laatste voorwaarden en modaliteiten inzake toekenning van de subsidies met het oog op de verbouwing, verbetering en sloping van complexen van ongezonde woningen vast te stellen en dit ten einde de regionale investeringsprogramma uit te voeren,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Om de in artikel 1, 4^o, 5^o, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 betreffende de toekenning van subsidies voor de verbouwing, verbetering en sloping van complexen van ongezonde woningen, bedoelde omtrek door de Minister te laten vaststellen, stuurt bij een ter post aangetekende brief de betrokken gemeente aan het bestuur een dossier dat bestaat uit :

1^o een uittreksel uit de beraadslaging van de gemeenteraad waarin deze raad de Minister voorstelt de voormelde omtrek vast te stellen;

2^o een omstandig verslag betreffende de in de gemeente vastgestelde behoeften aan woningen.

Dit verslag moet bovendien het belang van de aanzuivering van de omtrek aantonen : bij verbouwing of verbetering van een complex van verbeterbare ongezonden woningen of bij sloping van een complex van onverbeterbare woningen met het oog op de bouw van woningen op de zo vrij geworden percelen;

3^o de verbintenis van de burgemeester de gebouwen die het voorwerp van een aanvraag om subsidie zullen worden, in voorkomend geval, onbewoonbaar te verklaren;

4^o een situatieplan van de omtrek;

5^o alle andere algemene en technische inlichtingen die noodzakelijk zijn.

§ 2. Binnen de maand na de datum van de aangetekende zending met alle vereiste documenten of, in voorkomend geval, van de aangetekende zending met het of de laatste documenten ter vervulling van het dossier, stuurt het bestuur aan de gemeente een ontvangstbewijs van haar dossier.

§ 3. De beslissing van de Minister betreffende de erkenning van de omtrek wordt betekend door het bestuur aan de gemeente binnen de maand van de beslissing.

Art. 2. Verbouwing en verbetering.

§ 1. Voor de indiening van haar aanvraag om subsidie moet de betrokken maatschappij een aanvraag om erkenning van de ongezondheid van de in artikel 3, § 1, van het voormelde besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 bedoelde woningen bij een ter post aangetekende brief bij het bestuur indienen.

Binnen de maand na de datum van de aangetekende zending bevestigt het bestuur aan de maatschappij ontvangst van haar aanvraag om ongezondheidserkenning.

§ 2. De beslissing van de Minister betreffende de ongezondheidserkenning wordt betekend door het bestuur aan de maatschappij binnen de maand van de beslissing.

§ 3. Binnen een maximum termijn van één jaar na de datum van de betekening van de beslissing van de Minister betreffende de ongezondheidserkenning stuurt de maatschappij aan het bestuur, bij een ter post aangetekende brief, de in artikel 3, § 2, van het voormelde besluit van de Waalse Gewestexecutieve bedoelde documenten, alsmede het proces-verbaal van de in artikel 7 van dit besluit bedoelde plenaire vergadering.

Het bestuur bevestigt ontvangst aan de maatschappij van haar aanvraag om subsidie binnen de maand na de datum van de aangetekende zending met al de vereiste documenten of, in voorkomend geval, van de aangetekende zending met het of de laatste documenten die de aanvraag ontvankelijk wordt.

Art. 3. § 1. De in artikel 3, § 3, derde lid, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 oktober 1989 bedoelde voorwaarden en modaliteiten luidend als volgt :

1^o De maatschappij moet, bij de indiening van de aanvraag bedoeld in artikel 3, § 2, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve, het bestuur daarvan op de hoogte brengen een gedeelte van bepaalde woningen voor een andere bestemming dan huisvesting te bestemmen; zij moet bovendien het belang van die bestemming bewijzen.

2^o De voor de huisvesting bestemde oppervlakte mag niet kleiner zijn dan 50 % van de totale oppervlakte van het complex woningen waarop de aanvraag betrekking heeft. De noties van voor de huisvesting bestemde oppervlakte en van totale oppervlakte zijn bepaald in het ministerieel besluit van 15 maart 1990 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen.

§ 2. De beslissing van de Minister betreffende de eventuele bestemming van een gedeelte van de woningen voor een andere bestemming dan huisvesting wordt betekend binnen de maand na de beslissing door het bestuur aan de maatschappij.

Art. 4. De in artikel 4, § 4, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 moeten uitgevoerd worden binnen een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de in § 2 van hetzelfde artikel vermelde vaste belofte tot tegemoetkoming van het Gewest.

De Minister kan echter die termijn verlengen na advies van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting wanneer een gemotiveerde verlengingsaanvraag voor het verstrijken van de termijn van drie maanden bij een ter post aangetekende brief bij het bestuur wordt ingediend.

Art. 5. § 1. Sloping.

Voor de indiening van haar aanvraag om subsidie moet de betrokken maatschappij, bij een ter post aangetekende brief, een aanvraag om erkenning van de ongezondheid van de woningen bedoeld in artikel 3, § 1, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 bij het bestuur indienen.

Binnen de maand na de datum van de aangetekende zending bevestigt het bestuur aan de maatschappij ontvangst van haar aanvraag om ongezondheidserkenning.

§ 2. De beslissing van de Minister betreffende de ongezondheidserkenning wordt betekend door het bestuur aan de maatschappij binnen de maand van de beslissing.

§ 3. Binnen een maximum termijn van één jaar na de betekenisdatum van de beslissing van de Minister betreffende de ongezondheidserkenning stuurt de maatschappij aan het bestuur bij een ter post aangetekende brief, de documenten bedoeld in artikel 6, § 2, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve, alsmede het proces-verbaal van de in artikel 7 van dit besluit bedoelde plenaire vergadering.

Het bestuur bevestigt ontvangst aan de maatschappij van haar aanvraag om subsidie binnen de maand na de datum van de aangetekende zending houdende al de vereiste documenten of, in voorkomend geval, van de aangetekende zending met het of de laatste documenten die de aanvraag ontvankelijk wordt.

Art. 6. De in artikel 7, § 4, van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989 moeten uitgevoerd worden binnen een termijn van één jaar te rekenen vanaf de in § 2 van hetzelfde artikel vermelde vaste belofte tot tegemoetkoming van het Gewest.

Art. 7. § 1. Organisatie van de plenaire vergadering.

§ 1. Met het oog op het bekomen van het beginselakkoord bedoeld in artikel 8 van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 oktober 1989, moet de betrokken maatschappij een dossier opmaken waarin alle nuttige inlichtingen worden aangegeven en daarna de directeur-generaal van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting verzoeken om een plenaire vergadering bij te houden.

Zodra het dossier volledig is, stelt de directeur-generaal de datum van de vergadering vast en roept de partijen bijeen.

Zullen die vergadering bijwonen :

- de directeur-generaal van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting die de vergadering voorzigt, of zijn afgevaardigde;
- een vertegenwoordiger van de maatschappij eventueel vergezeld van de ontwerper;
- een vertegenwoordiger van de gemeente waarin de gebouwen zijn gelegen;
- een vertegenwoordiger van de afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw;
- een vertegenwoordiger van de afdeling Huisvesting;
- wanneer zijn aanwezigheid nodig wordt geacht, elk andere vertegenwoordiger van een openbaar bestuur of van een openbare dienst.

Ten minste twintig dagen voor de gekozen datum moet de maatschappij een exemplaar van het volledig dossier naar elke van de betrokken partijen zenden.

§ 2. Verloop en conclusies van de plenaire vergadering.

Tijdens de plenaire vergadering wordt de plaats bezichtigd en het door de maatschappij ingediende dossier onderzocht. Elke deelnemer brengt advies uit over de geplande operatie.

Elke partij doet, in voorkomend geval, zijn opmerkingen, suggesties en voorstellen gelden.

De partijen die niet vertegenwoordigd worden, kunnen hun opmerkingen voor de vergadering schriftelijk laten kennen. Zij kunnen zich daarop niet beroepen om de aan het einde van die vergadering genomen beslissing te betwisten.

Binnen vijftien dagen na de vergadering betekent de directeur-generaal van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting het proces-verbaal aan de betrokken partijen waarin al de gedane opmerkingen, suggesties en voorstellen worden aangegeven. Dit proces-verbaal wordt goedgekeurd geacht bij gebreke van opmerking binnen vijftien dagen na zijn betekening.

Binnen een termijn van dertig dagen met ingang van de betekening van het proces-verbaal :

a) Indien aan het einde van de vergadering over de geplande operatie, een schikking tussen de aanwezige partijen tot stand komt, betekent de directeur-generaal van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting die beslissing aan de maatschappij.

b) Bij gebreke van overeenstemming tussen de aanwezige partijen, stuurt de directeur-generaal van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting het volledig dossier met het proces-verbaal aan de vergadering met inbegrip van de eventueel gedane opmerkingen over dit proces-verbaal aan de Minister.

De ministeriële beslissing wordt betekend aan de directeur-generaal van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting die alle partijen ervan op de hoogte brengt.

Brussel, 9 november 1990.

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN